

LE CANADA DEVIENT TYRANNIQUE! 2nd verrouillage «total»; CAMPS DE CONCENTRATION pour réfractaires



« J'ai reçu cela d'un membre élu du gouvernement canadien qui est consterné par les projets du Cabinet du premier ministre (PMO) pour nos voisins du Nord. C'est un cauchemar qui se déroule! »

Bill Gates appelle les chefs religieux à manipuler leurs paroissiens pour qu'ils se fassent vacciner contre le coronavirus



Parce que moins de la moitié de la population des Etats-Unis d'Amérique envisage de se faire vacciner contre la COVID-19, même avec une prime en espèces de 100 \$, l'eugéniste milliardaire Bill Gates appelle désespérément les pro-vaxxeurs au pouvoir à trouver de nouvelles façons de manipuler les gens pour qu'ils soient piqués, y compris à l'église.

Expansion rapide de la 5G pendant le confinement :
coïncidence ou calcul ?



Deux études établissent un lien entre la téléphonie mobile et les épidémies dues au coronavirus. Les systèmes de téléphonie mobile 5G fonctionnent avec des fréquences avoisinant les 60 GHz qui transforment les molécules d'oxygène dans l'air à tel point qu'elles ne peuvent plus être transportées par le sang humain. Cela conduit au sous-alimentation de nos organes en oxygène. Ce phénomène est-il attribué par erreur à une infection due au coronavirus, ou bien est-ce intentionnel ?

(Vidéo 5 mn)

Alexandre Keyland : Je vous parle depuis le futur – soutenir une vision



« Très chers amis, au vu de la crise sans précédent que nous traversons j'ai décidé de vous offrir mon expérience et mon service de vision et de prospective futuriste gratuitement, en tant que rédacteur et auteur pour apporter une voie de sortie optimiste à la crise, et nous inspirer avec enthousiasme en nous projetant vers un avenir plein d'opportunités pour résoudre les grands fléaux. Car en l'absence de vision politique, je propose une vision pragmatique, basée sur le talent citoyen de toutes celles et ceux qui imaginent déjà ce futur radieux pour tous. »

Pourquoi la dette de la France de plus de 2 300 milliards ne se réglera que par l'esclavagisme et le sang du peuple



Le sang est-il la face sociale et politique de la dette ? Une analyse chiffrée de la dette se trouve sur le site de l'Agence France Trésor (AFT). Nous verrons, au cours de cet article, que la dette, qui suppose la disparition de tout ce qui cimente l'État et la possibilité de vie en commun est, historiquement, effectivement payée par le sang des populations endettées. Autrement dit, l'endettement qui a conduit, de façon inéluctable, à la disparition du bien commun, est, corrélativement, le moyen le plus sûr de nous mener à l'esclavagisme.

Le confinement a plongé de nombreux Français dans la précarité, alerte le Secours populaire



C'est une nouvelle alerte que lance le Secours populaire : la précarité a largement augmenté durant le confinement. Ce sont près de 1,3 million de personnes qui ont sollicité l'aide de l'association durant ces 2 mois. Fait nouveau, près de 45 % des personnes demandant de l'aide le faisaient pour la première fois.

Ni Elon Musk ni ses enfants ne se feront vacciner contre le covid-19



Comme cela a déjà été le cas de nombreuses fois depuis le début de la pandémie de coronavirus, le patron de Tesla Inc et SpaceX, Elon Musk, a minimisé une fois de plus publiquement les risques du Covid-19.

Le mystère des microzymas et le polymorphisme microbien

« Les microbes rencontrés dans les maladies ne sont pas leur cause, mais ils sont produits par le terrain déséquilibré du malade » (Pr A. Fougerousse).

Le livre d'Antoine Béchamp (consultable sur internet) de plus de 1000 pages, est passionnant, d'un point de vue scientifique et historique. A. Béchamp prend la peine d'expliquer les avancées scientifiques et recoupe les expériences de son époque. C'est un véritable exemple de démarche scientifique. Ses travaux (et ceux de son équipe) étalés sur 30 ans sont très aboutis et ne pourront être plus longtemps ignorés. Ils remettent en cause notre vision du « microbe » et de la maladie.

Que pourraient-ils mettre dans le vaccin COVID?



Le personnel militaire des Etats-Unis d'Amérique sera le premier sujet des essais de nanotechnologie dans la poursuite de l'optimisation de la santé et de la détection précoce des épidémies. Profusa a conclu des contrats de recherche pour des capteurs bio-intégrés avec la DARPA (Department of Defense and Defense Advanced Research Projects Agency) des États-Unis d'Amérique, en attente d'approbation par la Food and Drug Administration des États-Unis d'Amérique au début de 2021.

La vidéo promotionnelle de Profusa montre comment le capteur bio-intégré permet à un soldat d'être suivi par des ordinateurs distants utilisant le GPS, en plus de surveiller des biomarqueurs en temps réel, tels que les niveaux d'oxygène et la fréquence cardiaque. Alors que cette biotechnologie est décrite comme potentiellement vitale pour un soldat sur le champ de bataille, les implications du suivi GPS des individus sont une étape terrifiante vers un état de surveillance dans la population en général. En outre, le suivi des personnes à des stades de maladie ne peut qu'entraîner une tyrannie médicale entre les mains d'un gouvernement.

✂ La disparition du cash est en marche : cryptomonnaies et destruction des libertés



Nous sommes à peine entrés dans l'automne (financier), que de nombreuses déclarations émanant de plusieurs institutions nous informent que la disparition de l'argent liquide va encore s'accélérer. L'establishment financier européen commence à habituer les populations aux profondes transformations qui vont avoir lieu grâce à cette crise post pandémie.

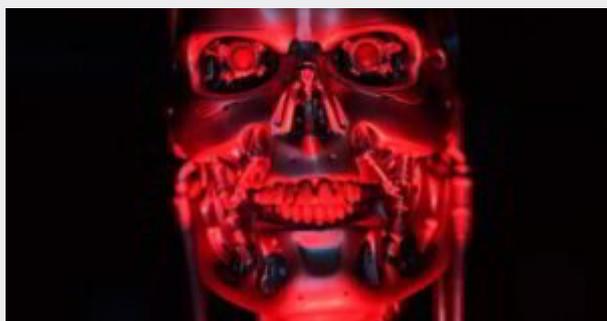
La conspiration mondiale selon le Père Régimbal, Québécois décédé en 1988



Le Père Régimbal était notamment un auteur du Québec connu pour ses opinions conspirationnistes, antimaçonniques et son opposition à la musique rock en général à cause des messages subliminaux qui se trouveraient d'après lui dissimulés dans la musique ou les paroles. Le Père Regimbal, parmi les grands leaders charismatiques québécois, fut un des premiers courageux à dénoncer le Plan et la Structure mondiale des Illuminati : les 33, les 13, les Bilderbergers, La franc-maçonnerie, les sectes satanistes, le projet du nouvel ordre mondial, etc. Benoît Domergue a repris une partie de sa thématique.

(Vidéos 2 h et 1 h)

L'entreprise Citrix s'attend à ce que les travailleurs aient des « puces implantées » d'ici l'année 2035.



Citrix semble penser que les Américains devraient volontairement commencer à se transformer en cyborgs – une décision qui, en tant que champions de la liberté, nous convient si les gens le souhaitent – mais à la demande de leurs chefs d'entreprise.

Une neurologue allemande met en garde contre le port du masque : « La privation d'oxygène provoque des dommages neurologiques irréversibles »



Le Dr Margarite Griesz-Brisson, docteur en médecine, est neurologue consultante et neurophysiologiste, titulaire d'un doctorat en pharmacologie, avec un intérêt particulier pour la neurotoxicologie, la médecine environnementale, la neurorégénération et la neuroplasticité. Voici ce qu'elle a à dire sur les masques et leurs effets sur notre cerveau :
« La réinhalation de l'air que nous respirons va incontestablement générer un déficit en oxygène et une saturation en dioxyde de carbone. Nous savons que le cerveau humain est très sensible à la privation d'oxygène. Il y a des cellules nerveuses, par exemple dans l'hippocampe, qui ne peuvent pas rester plus de 3 minutes sans oxygène – elles ne peuvent pas survivre. »

La Chambre des Représentants condamne QAnon et ordonne aux Américains d'obtenir des nouvelles de « sources certifiées »
– Mise à jour 08/10/2020



La Chambre des représentants américaine a approuvé vendredi une résolution condamnant le mouvement QAnon, le qualifiant de « théorie du complot sans fondement » et demandant aux Américains de chercher des informations auprès de « sources certifiées ».

Lettre ouverte aux professeurs



« Je suis professeur des écoles et directrice à la retraite et je ne reconnais plus mes anciens collègues. Avant, quand les gouvernements nous demandaient de mettre en œuvre des mesures, des programmes qui nous choquaient, nous n'hésitions pas à manifester, à faire grève pour défendre l'intérêt de nos élèves.

Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'on vous a fait un lavage de cerveau. Êtes-vous devenus des esclaves de la pensée unique ? Où est votre curiosité intellectuelle, votre sens de l'information, de la critique ? On vous dit à la TV qu'un virus très dangereux nous attaque et vous ne vérifiez pas ces affirmations ? Où sont les mourants, tombent-ils dans les rues ? Quels malades gravement atteints connaissez-vous parmi vos relations ?

Quand le gouvernement dérape : servir et protéger le peuple c'est ça !



Un policier du Service de police de Laval [au Québec] subit une enquête interne après avoir dit tout haut ce qu'il pense à propos des mesures imposées par le gouvernement, en lien avec le télé mandat donnant les droits aux policiers d'entrer chez les gens afin de donner des amendes.

L'état des systèmes invisibles

[Source : Le 4ème singe]

Publié par Stéphane Hairy

La démocratie telle que nous la concevons aujourd'hui, telle qu'elle est expliquée dans les émissions politiques, par les journalistes, par les politiciens, par toute une ribambelle de personnalités médiatiques, est une sorte de mantra sur laquelle tout le monde semble d'accord au point où remettre en question ce dogme serait comme remettre en question la rotondité de la Terre.

Pourtant, comme nous explique l'historien Francis Dupuis Dery dans son livre « Démocratie, histoire politique d'un mot », le mot démocratie n'a pas toujours eu durant l'histoire la même définition. En fait, sa définition aurait été volontairement changée à des fins électorales. Selon Dupuis Dery, Andrew Jackson, président des États-Unis de 1829 à 1837, aurait été le premier aux États-Unis à utiliser ce terme essentiellement pour des raisons électorales. A cette époque le mot démocratie définissait un régime politique où le peuple a véritablement le pouvoir, les démocrates n'étaient donc pas issus de la société bourgeoise, mais des classes pauvres. A contrario, les riches, les possédants ne souhaitent pas entendre parler de démocratie, elle était pour eux une douce utopie de pauvres, d'idéalistes, qui ne pouvait fonctionner. Seul un régime politique dirigé par une élite était selon eux souhaitable. Jackson fût élu en se faisant passer pour un démocrate, le détournement du mot fut donc adopté par les autres politiciens, voyant le boulevard manipulatoire qui s'offrait à eux. Au fil des années, ce détournement de définition remplaça la définition initiale au point où aujourd'hui il est devenu extrêmement rare qu'une personnalité médiatique définisse correctement notre système politique.



De l'aristocratie élective à la « démocratie » représentative

Voici comment Emmanuel-Joseph Sieyès (corédacteur de la première constitution française) parlait de la démocratie :

« La France ne doit pas être une démocratie, mais un régime représentatif. Le choix entre ces deux méthodes de faire la loi, n'est pas douteux parmi nous. D'abord, la très grande pluralité de nos concitoyens n'a ni assez d'instruction, ni assez de loisir, pour vouloir s'occuper directement des lois qui doivent gouverner la France ; ils doivent donc se borner à se nommer des représentants. [...] Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif ; ce serait un État démocratique. Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants. » (1)

Si l'on suit le raisonnement, qui était à l'époque du XVIIIe siècle l'opinion majoritaire de la classe sociale dominante, le gouvernement représentatif n'est pas la démocratie. Or, aujourd'hui le gouvernement représentatif est la démocratie. Tout comme l'explique le politologue Bernard Manin dans son livre « Principes du gouvernement représentatif » :

« les démocraties contemporaines sont issues d'une forme de gouvernement que ses fondateurs opposaient à la démocratie »

Ce que Manin nous montre aussi, c'est que la démocratie n'utilisait pas l'élection, mais le tirage au sort comme méthode pour sélectionner les dirigeants. Les Grecs de l'antiquité le savaient bien, ils considéraient qu'un système « isonome », c'est à dire égalitaire, ne pouvait fonctionner que par le biais du tirage au sort. En effet, pour eux le choix, c'est à dire l'aristocratie, amènerait obligatoirement des dérives inégalitaires, car les élus émergeraient d'une élite ou d'une classe sociale élevée en plus du fait qu'ils auraient pu se représenter. (2) L'élection étant l'outil parfait d'une aristocratie et non d'une démocratie. Car contrairement à ce que nous sommes obligés de subir tous les ans en « votant pour les moins pires », l'élection sert avant tout à élire les meilleurs.

D'ailleurs, penchons nous deux minutes sur l'étymologie des mots aristocratie et élection. Le terme *aristocratie* vient des racines grecques *aristoi* (ἀριστοί), les meilleurs, et *kratos* (κράτος), pouvoir, autorité, gouvernement. Le mot élire vient du latin *eligo*, qui signifie choisir, trier. Le mot élection vient du latin *electio*, qui signifie choix. Et enfin le mot élite, signifie « ceux qui se choisissent ou sont choisis ». (3)

Récapitulons : une aristocratie consiste à mettre au pouvoir les « meilleurs », une élection sert à choisir et trier, donc à faire émerger une élite (ceux qui sont choisis).



Lorsque nous élisons, nous utilisons une méthode qui est donc profondément aristocratique et non démocratique, car le pouvoir sera obligatoirement possédé par une élite. Ce qui n'est pas le cas dans une démocratie, car le tirage au sort permet une meilleure représentativité de la population d'un territoire.

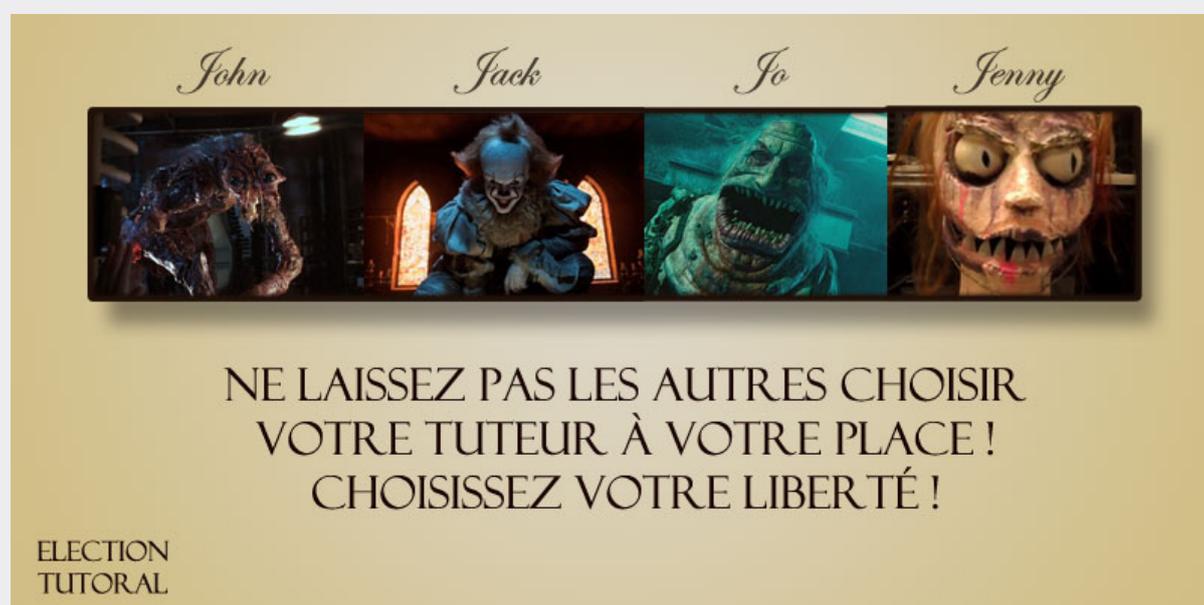
Alors, certains me diront que : « nous sommes dans une démocratie représentative, donc c'est une démocratie ». Rappelons tout de même que les mots démocratie et représentative assemblés ne veulent rien dire. En effet, cela serait comme dire une liberté en incarcération, un avion terrestre, le matin du soir, un petit grand, etc. Lorsque l'on associe deux mots de sens contraire, on appelle ça un oxymore. C'est très bien pour faire des figures de style dans un texte littéraire, c'est plutôt manipulateur lorsque c'est employé pour définir un type de régime politique. Souvenez-vous de la fameuse « guerre propre » lancée par les Américains contre l'Irak...

Dans le cas de la démocratie représentative, l'utilisation de ces deux termes est d'autant plus inquiétante que tout le monde semble s'en accommoder relativement bien. Or, il s'agit d'une manipulation gigantesque. En faisant croire que la représentativité par l'élection est identique à la gouvernance par les citoyens, on fait insidieusement croire que le peuple et les représentants du peuple, sont pareils, qu'ils ont les mêmes intérêts, pire encore, cela signifie que les représentants sont soumis au peuple. Seuls des politiciens peuvent inventer pareil tour de magie linguistique. Car il s'agit de deux modes de gouvernances radicalement différents.

Maintenant, soyez attentif ! Je vais reprendre un exemple que j'aime beaucoup. Si je vous dis qu'à partir de demain vous êtes mis sous tutelle, que me dites-vous ? J'imagine, comme beaucoup de monde, vous souhaitez être « libre » et prendre vous-même les décisions qui vous concerne ? Alors

maintenant, je vous dis que de toute manière, vous n'avez pas le choix, la tutelle est instaurée, c'est comme ça ! Mais par contre, vous pourrez quand même choisir votre tuteur entre plusieurs choix que l'on vous proposera (on est un peu sympa quand même). Le problème, c'est que vous ne voulez pas être sous tutelle, vous voulez être libre et prendre vous-même les décisions qui vous concernent. Donc on vous explique (toujours très gentiment et si possible en vous infantilisant) que la mise sous tutelle, c'est la liberté ! Vous pourrez enfin arrêter de vous prendre la tête sur les choix cornéliens du quotidien, tout sera prêt pour vous faciliter la vie, vous serez enfin libre ! D'ailleurs, on appellera ça « la liberté sous tutelle »... Vous comprenez là où je veux en venir ?

Choisir un maître qui décide pour vous et choisir soi-même ce qui est bon pour nous, ça n'a strictement rien à voir. En démocratie représentative, si, si, c'est la même chose.



Donc, l'utilisation du terme démocratie représentative pour définir notre aristocratie électorale est une fumisterie. Il s'agit là d'un bel exemple de novlangue qui permet, en modifiant la définition d'un mot, d'en changer sa perception. La base étant posée, essayons de nous enterrer un peu plus loin dans le terrier du lapin blanc.

Et si l'aristocratie électorale n'était pas le seul mode de gouvernance auquel nous étions soumis ? S'il y en avait d'autres ? Peut-être plus imperceptible mais tout autant présent. Et si nous évoluons, non pas dans un, mais dans plusieurs systèmes de gouvernances imbriqués ?

L'autocratie invisible

Dans notre vie de citoyen, nous participerons (ou pas) aux rituels usuels prétendument démocratiques (les votes, les référendums), mais la plupart du temps nous évoluerons, pour la majorité d'entre nous, dans des structures bien différentes, celles des entreprises. Or, les entreprises ne fonctionnent

pas comme un état, elles ont leurs propres fonctionnements avec leurs doctrines, leurs règles et leur mode de gouvernance. Cependant, le mode de gouvernance majoritaire des grandes entreprises pourrait être aisément comparé à un système autocratique. Il n'y a pas de place pour la remise en question du chef (qui est bien souvent seul sur son trône et catapulté là par on ne sait qui), ni comment va t-elle être dirigée, il n'y a pas de discussion possible sur les doctrines de l'entreprise, sur les buts et les objectifs. Le seul contrepouvoir que l'on pourrait définir comme tel est le syndicalisme. Pourtant, les syndicats contemporains n'ont aucune prise sur tout ce que je viens d'évoquer. (4) Dans un tel contexte, il me semble évident qu'il existe un système dans le système, un mode de gouvernance des individus qui n'est jamais nommé, qui n'existe pas, une gouvernance fantôme qui est légitimée par la soumission des individus à ce système.

J'utilise improprement le terme « autocratisme » car il serait difficile de définir clairement le mode de gouvernance des grandes entreprises. Nous pourrions, par exemple, parler d'oligarchie, car elle sont nécessairement dirigées par un petit nombre de personnes, mais aussi de ploutocratie car ce petit nombre est en général relativement riche, mais cela n'explique pas l'emprise psychologique que ce mode de gouvernance exerce sur les individus qui y sont soumis. Peut-être devrions-nous imaginer un nouveau mot, si celui-ci n'existe pas déjà. Car la grande force des entreprises actuelles est d'utiliser des méthodes plus ou moins sounoises pour permettre une soumission consentie des individus et donc leur collaboration dans les tâches qui leurs sont demandées.

Par exemple, les théories de l'engagement peuvent être mises à profit pour amener les salariés à mettre en place ce que les dirigeants veulent qu'ils mettent en place. Il n'y a même plus besoin d'exercer l'autoritarisme d'antan qui ne fonctionne plus aujourd'hui, le but étant d'effacer l'oppression, les différences hiérarchiques, les ordres, voir le pouvoir. On ne parle d'ailleurs plus de salariés dans ce type d'entreprise, mais de collaborateurs. Terme suggérant un pied d'égalité entre le subordonné et l'autorité. Ce qui est bien évidemment faux, mais qui a comme but de sensibiliser le salarié à sa capacité de collaboration, il n'est plus le sous-fifre de son supérieur, il est au même niveau et ils travaillent ensemble. Bien sûr !

Les salariés ne sont plus seulement des exécutants, ils doivent être des acteurs proactif en participant activement aux objectifs de l'entreprise et en adhérant aux « valeurs » de celles-ci. Valeurs bien entendues non négociables, ni discutables au risque de se voir virer ou placardisé. Pour ainsi dire, nous sommes là dans un mode de gouvernance opérant jusque dans le psychisme des gens, essayant de contrôler par l'adhésion forcée, les valeurs des salariés sans que ces derniers ne s'en rendent compte. La compétitivité, l'agilité, la performance, la polyvalence et bien d'autres encore sont les maitres mots d'un mode de gouvernance qui ne peut reconnaître la valeur humaine étant focalisé sur les indicateurs économiques.

La novlangue en entreprise

Employé= Collaborateur
L'entreprise = Nous
Diriger = Prendre le lead
Rémunération = Gratification
Mon supérieur = Mon N+1
Faire le travail des autres = Etre force de proposition
Fayot = Corporate
Je fais ce qu'on me dit = J'applique les process
Cotisations sociales = Charges salariales
Choses qui ne vont pas = Axes d'amélioration
Il a été licencié = Il a souhaité donner une nouvelle orientation à sa carrière
Plan de licenciement = Nouvelle aventure

Issue du livre « Stagiaires. Le guide de survie ! » de Samantha Bailly

Dans son livre « La société ingouvernable », Grégoire Chamayou nous cite un extrait d'un article datant de 1951, écrit par Beardsley Ruml. Il était économiste, ancien conseiller du président Américain Hoover et ex-PDG d'une grande chaîne de magasin, voici ce qu'il disait à l'époque :

« Qualifier une compagnie de gouvernement privé n'est en aucune façon une métaphore. Un business est un gouvernement parce que, dans les limites de la loi, il est autorisé à [...] faire des règles pour la conduite de ses affaires. »

« Pour la plupart des gens, les règles qui affectent le plus leurs vies sont celles dictées par leurs employeurs. [...] Ces règles déterminent, pour chacun, où il doit travailler, ce qu'il doit faire, qui va lui donner des ordres, à qui il va pouvoir donner des ordres, ses promotions, sa discipline, le montant de ses revenus, la période et la durée de ses congés. »

Donc selon Ruml, les règles édictées par les entreprises ont plus d'impacts sur la vie quotidienne des gens que celles du gouvernement. Et contrairement aux aristocraties où la « liberté d'expression » à dimension variable est la règle plus ou moins bien respectée, dans les entreprises, une certaine pensée unique est la bienvenue. Dans ce type de système, toutes pensées hétérodoxe (qui pense en dehors des idées établies ou communément admises), qui mettraient à mal les fondements même du fonctionnement du système sont dévalorisées, discriminées et enfin bannies. L'individu est dans l'obligation de penser comme tout le monde ou de se taire au risque de devoir subir les conséquences de ses pensées... Oui, pas de ses actes, de ses pensées. En ça, le management d'entreprise s'immisce jusque dans les profondeurs de nos cellules grises, de nos idées, de nos valeurs morales et éthiques. Il s'installe là où seul les régimes totalitaires et dictatoriaux le font avec

autant d'impunité.

Ce qui m'inquiète peut-être le plus, ça n'est pas tant le fonctionnement même des entreprises, mais leur efficacité. Cette ploutocratie managériale (oui, je ne sais plus comment l'appeler donc je me lâche un peu), dicte des règles que personne ne remet en question, que tout le monde applique tel un seul homme, avec tout ce que cela implique : surveillance, autoritarisme, harcèlement, dévouement extrême pour l'entreprise, dogmatisme, dévalorisation, intimidation, autocensure, formatage, auto-exploitation jusqu'à l'épuisement... Autant dire que si demain une dictature venait à émerger, nous y serions prêt, l'entreprise a amplement commencé le travail d'éducation.

La nouvelle gestion publique

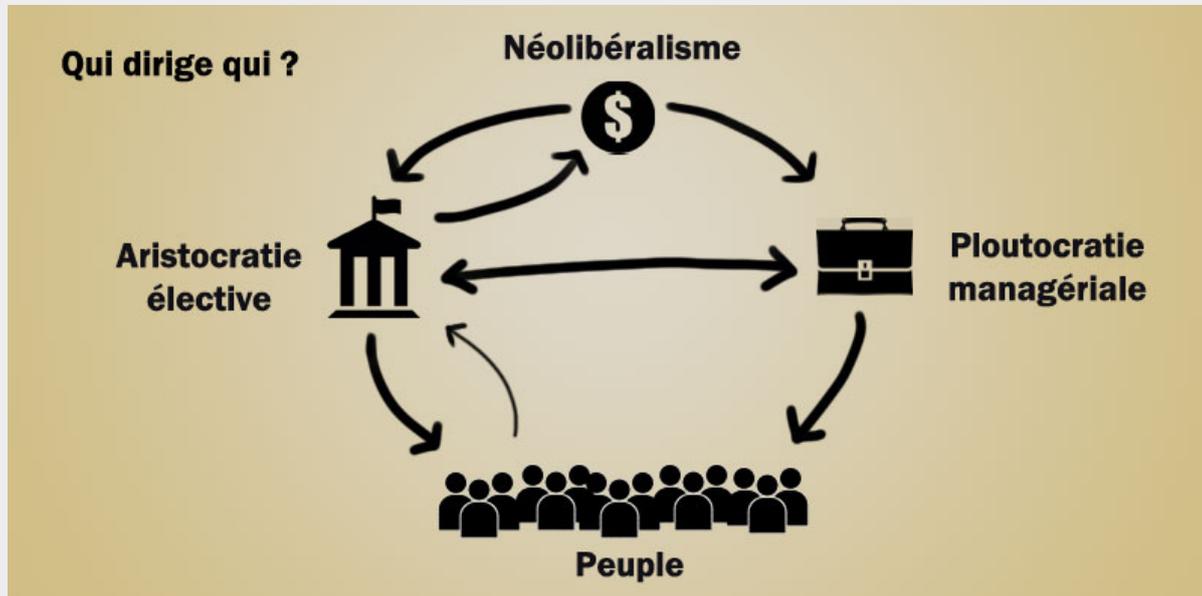
Pour finir, j'insisterais sur le terme de ploutocratie managériale, puisque les grandes entreprises sont dirigées par les personnes les plus riches de la société et que leur méthode de contrôle est principalement le management. D'ailleurs, en parlant de ça, la frontière entre l'aristocratie électorale et la ploutocratie managériale n'existe plus, car aujourd'hui la mode est au « new management public ». Il s'agit d'un concept né dans les années 70 qui vise à dissoudre toutes distinctions entre le public et le privé à des fins de performances, d'efficacité, de flexibilité dans un monde changeant, mondialisé, etc, vous connaissez l'argumentaire. Dans cette nouvelle perspective, les citoyens ne doivent plus être considérés comme des citoyens, mais comme des clients, les services de l'état sont petit à petit remplacés par des prestations d'entreprises privées. En fait, l'État ne fait plus que « piloter » les actions publiques qui sont elles-mêmes exécutées par les entreprises. On peut dire, à la vue de ces quelques lignes que la « nouvelle gestion publique » est en réalité du néolibéralisme appliqué. Pourquoi n'ont-ils pas appelé cela « la nouvelle gestion publique néolibérale », au moins ça serait clair pour tout le monde. Pourquoi cacher l'idéologie qui sous tend cette idée merveilleuse ? Parce que oui, le néolibéralisme est une idéologie, ça n'est pas la plus « réaliste », la plus « rationnelle », comme le prétendent certains économistes et politiciens néolibéraux... C'est seulement la meilleure idéologie pour créer un pognon monstre en très peu de temps.

La question est donc de savoir pourquoi maximiser les profits serait-il plus réaliste ou rationnel que de prendre soin du vivant, de permettre un équilibre des systèmes humains avec les systèmes non humains, d'attacher plus de soins aux humains qu'à l'argent ? En quoi est-ce plus rationnel et réaliste ? Le pognon est-il la seule réalité digne d'intérêt dans ce monde ? Visiblement oui.

Cette nouvelle doctrine confirme l'hypothèse de Jean-François Brient, dans son livre « De la servitude moderne » où il comparait nos systèmes d'organisations à un « totalitarisme marchand ». Il faudrait être enfermé dans une autre dimension pour ne pas s'en rendre compte. Les systèmes économiques et politiques humains sont à bout de souffle, les ressources que nous surexploitions vont rendre l'avenir très compliqué, le vivant subit la

sixième extinction de masse causée par notre développement tout azimut, la destruction de notre planète n'a jamais été aussi importante. Tout ça pour maximiser les profits.

Que dirons les générations futures lorsque l'étau se refermera sur eux, que penseront-ils de tout ça ?



Schématisme très simplifiée des mécanismes de gouvernances

Dans l'étau des systèmes invisibles

Car l'étau se resserre petit à petit, laissant les citoyens gesticuler sur les conséquences de tout ce barnum ne pouvant critiquer des systèmes qui ne sont pas nommés, qui restent invisibles pour la majorité. Nommer le problème, c'est se donner l'occasion de trouver une solution.

« Qui connaît son ennemi comme il se connaît, en cent combats ne sera point défait. Qui se connaît mais ne connaît pas l'ennemi sera victorieux une fois sur deux. Que dire de ceux qui ne se connaissent pas plus que leurs ennemis ? » Sun Tzu, « L'art de la guerre ».

Si l'on fait la synthèse de ce qui a été dit auparavant, nous sommes d'un côté soumis à un mode de gouvernance qui ment sur sa nature et donc ne peut être décrit pour ce qu'il est mais par ce qu'il semble être et de l'autre nous avons un deuxième système qui conditionne autant nos vies et qui n'est pas nommé. C'est ce que je nomme un étau intellectuel, c'est lorsqu'il est impossible de définir plusieurs choses auxquelles nous sommes soumis et contraints et que cette impossibilité de définition correct, nous empêche de penser la chose et donc d'y trouver une solution. Nous ne pouvons penser les choses que nous ne pouvons définir. Dans ce cadre, la seule possibilité est de se faire broyer inlassablement de part et d'autre par des forces

contraignantes qui nous semblent insurmontables. En effet, comment lutter contre un ennemi inconnu, contre un fantôme, à part en s'agitant dans un vide de désespoir.

Pour terminer ce pamphlet de comptoir, je dirais que cet étau est mû par des forces qui semblent agir de concert, mais qu'un jour peut-être, la fête pourrait se terminer. Définir ces forces, les nommer, c'est un premier pas vers des réflexions visant à de véritables solutions, elles-mêmes menant à des actes concrets. S'attaquer aux causes des problèmes et non aux conséquences est primordial à notre époque. L'aristocratie électorale, la ploutocratie managériale, la doctrine néolibérale, sont des piliers conceptuels que des êtres humains ont bâtis, ils ne sont pas immuables et n'émanent pas de la volonté divine. Peut-être ont-ils besoin d'être secoués par de nouveaux concepts qui rendront ces anciennes conceptions idéologiques dépassées, obsolètes.

Stéphane Hairy

Sources :

1. « Sur l'organisation du pouvoir législatif et la sanction royale », in Les Orateurs de la Révolution française. Les Constituants, Tome I, Paris, Gallimard, 1989, p. 1025 et 1027
2. https://fr.wikipedia.org/wiki/Tirage_au_sort_en_politique#Tirage_au_sort_e_t_d%C3%A9mocratie
3. <https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lite#%C3%89tymologie>
4. Les syndicats difficilement en phase avec les transformations du travail

Bibliographie :

Démocratie, histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France. Francis Dupuis Dery. Lux, 2013.

Principe du gouvernement représentatif. Bernard Manin. Flammarion, 2012.

La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire. La fabrique, 2018.

De la servitude moderne. Jean-François Brient. Les Temps bouleversés, 2009.

La soumission librement consentie. Comment amener les gens à faire librement ce qu'ils doivent faire ? Robert-Vincent Joule, Jean-Léon Beauvois. Puf, 2017.

Vaccins : Enjeux et décryptages

[Source : Culture Populaire]



08 Mar2018

Vaccins : Enjeux et décryptages

Face à la levée de boucliers, et aux interrogations anti-vaccinales que connaît la France aujourd'hui, un éclairage s'impose : c'est de cette volonté que naît l'idée

de réunir professionnels de la santé spécialistes du sujet, non alignés sur la pensée unique des médias dominants. Nous avons sélectionné pour vous des intervenants venus des quatre coins de la France, pour la première fois réunis autour d'une même table, afin de traiter de ce sujet sensible : des origines jusqu'aux causes, en passant par les intérêts en jeu, tout en vous aidant à dénouer le vrai du faux, le factuel du mythe.

I. Intervention du Dr Alain Scohy.

Des problèmes de fiabilité du vidéo projecteur ont perturbé cette partie, et uniquement celle-ci, veuillez nous en excuser.

Le docteur Scohy rappelle comment sont apparus les vaccins, bien avant Pasteur. L'étymologie nous apprend que le mot « vaccin » vient de « vacca » – la vache – puisque c'est Édouard Jenner, un médecin de campagne anglais, qui utilisa du pus provenant d'une maladie apparentée mais bénigne, la vaccine des vaches, pour protéger un jeune garçon de la variole. Cent ans plus tard, Louis Pasteur, immense travailleur et grand lecteur, reproduisit cette

expérience avec un vaccin contre le charbon des vaches en utilisant un adjuvant à base de potassium à forte dose, ce qui constitue un poison. Aujourd'hui encore, les scientifiques s'interrogent si l'immunité partielle du bétail n'est pas plutôt à imputer à cet adjuvant. Mais le seul fait de se poser cette question valut la radiation de l'Ordre des Médecins du docteur Alain Scohy.

Celui-ci regrette que les travaux d'Antoine Béchamp (1816 – 1908) ont été occultés pour des raisons idéologiques car ce dernier ne cachait pas sa foi chrétienne à l'époque de la franc-maçonnerie conquérante. C'est ce professeur de toxicologie et de chimie médicale à la Faculté de Montpellier qui découvrit pourtant l'élément primordial de la cellule vivante qu'il dénomma « microzyma ». Il démontra que celui-ci pouvait devenir bactérie ou virus et en déduisit le « polymorphisme bactérien ». Il a ainsi démontré très rigoureusement que ce sont ces « microzymas » qui construisent les cellules. Ce qui remet en cause le monomorphisme de Pasteur qui entraîna alors la médecine vers la phobie du microbe. Mais il fut décrété que c'est Louis Pasteur qui devait avoir raison. Cette situation perdure de nos jours.

Le docteur Scohy avance que la maladie est nécessaire car elle est la réparation d'une pathologie. Lutter contre la maladie est donc une erreur fondamentale. Et il ajoute : « Toute notre médecine moderne est blasphématoire ». Les causes des pathologies sont souvent psychosomatiques. Il rappelle l'importance de la vitamine C pour lutter contre les pathologies car nos ancêtres furent, pendant des centaines de milliers d'années, essentiellement fructivores. Écoutons ce que notre corps nous dit au lieu de le contrarier par des « médicaments miracles » venus d'ailleurs. L'immunité naturelle tient toute la vie, ce qui n'est pas le cas avec les vaccins qu'il faut « rappeler ».

II. Intervention du Dr Didier Tarte.

Ce médecin nous explique que sa prise de conscience remonte à la période de ses études puisque le sujet de sa thèse était : « Recueil des effets secondaires des médicaments par la pharmacovigilance ». Déjà rebelle ! Le docteur Tarte soigne les enfants mais note que les enfants reviennent parce-qu'ils sont toujours malades, ce qui le conforte dans l'existence d'effets secondaires des médicaments. Dans cette démarche il commence à relever les effets secondaires des vaccins. Ils découvre alors que ces effets, présents dans tous les domaines, sont méthodiquement occultés par la médecine. Pourquoi donc ? Il entreprend une étude scientifique comparative entre les personnes les plus vaccinées et les personnes les moins vaccinées : il constate que ces dernières sont trois fois moins malades ! Mais son mémoire est immédiatement censuré. Encore.

Le Dr Didier Tarte propose une compréhension globale de la santé qui prend en

compte le corps, la conscience et l'esprit.

III. Intervention de Michel Georget, professeur de biologie.

Cet agrégé de biologie l'annonce d'entrée de jeu : il n'est pas médecin, il est biologiste et enseignant. Sa contribution à cette conférence n'en est pas moins majeure.

Cet enseignant s'efforcera de faire passer des informations techniques et nous présentera le HLA (Human

Leukocyte Antigen). C'est un peu compliqué et voici ce que nous en avons retenu : au delà des Rhésus – Rhésus positif, Rhésus négatif – associés aux groupes sanguins A, B et O, il existe une classification supplémentaire liée aux molécules portées par les cellules. Voilà par exemple pourquoi les donneurs et bénéficiaires d'organes doivent être compatibles au niveau du Rhésus, mais aussi au niveau du HLA.

Or le HLA joue un rôle fondamental dans le processus immunitaire. Par suite la réaction aux vaccins dépendra de son propre HLA. Problème : LE vaccin est unique. Le même pour tous, et au suivant ! Cette unicité entraîne de fait une réaction différente selon les individus vaccinés.

C'est ce qui explique les différences d'effets secondaires aux vaccins au sein d'une même famille car le HLA sera différent pour chacun, quand bien même les Rhésus seraient identiques.

Le Pr Michel Georget rappellera également que notre corps dispose d'anticorps destinés à lutter contre tous les éléments pathogènes.

Il présentera enfin de nombreux tableaux statistiques montrant que l'éradication des maladies n'était pas corrélée à l'arrivée du vaccin.

IV. Intervention de Pierre-Jean Arduin, Docteur en neurosciences.

Veillez nous excuser pour la qualité audio du début de la vidéo qui s'améliore au bout de 3 minutes

Là nous entrons dans le monde de la statistique. Monsieur Arduin n'est ni médecin, ni biologiste, c'est un mathématicien ! Ce polytechnicien s'est orienté vers l'informatique tout en présentant un doctorat sur les neurosciences. Tout le contraire d'un charlatan.

En mathématicien, il s'est penché sur toutes les statistiques relatives

aux épidémies : les conclusions sont objectives et scientifiques : « Il n'y a pas corrélation entre vaccination et maladie ! », tout en ajoutant : « Tous les vaccins ont des effets secondaires ».

Il ajoute que lien entre vaccination (au Royaume-Uni par ex.) et l'éradication de la mortalité de cette maladie est pour la majorité des maladies très peu manifeste. Pour beaucoup de vaccins, il ne semble pas y avoir de corrélation entre l'arrivée du vaccin et la chute de la mortalité.

Tout ceci est écrit dans son livre Pourquoi vacciner ? Pierre-Jean Arduin précise qu'il s'appuie sur des chiffres incontestables et attend qu'on vienne le contredire sur sa méthodologie et ses conclusions. Du sérieux.

V. Intervention du Dr. Christian Tal Schaller.

Changement de discours et de ton avec ce médecin suisse, jovial et énergique. Pour commencer il demande à la salle de se lever afin de procéder à une séance collective d'expiation de la peur. « Il faut apprendre à ne plus avoir peur ! », assène-t-il. Tout un vocabulaire est asséné pour générer la peur. Il préconise d'exprimer ses émotions.

Sa prise de conscience quant aux médicaments a commencé lorsqu'il a décidé de s'administrer ceux qu'il prescrivait à ses patients. « La santé, ça s'apprend », prévient-il. C'est toujours le corps, cette extraordinaire machine à survivre, qui se guérit lui-même. Les virus, nous en avons besoin car ce sont des « agents de nettoyage ».

Pour lui « les vaccins font beaucoup de dégâts car ils démolissent l'immunité ». Il dénonce que le vaccin du tétanos est par nature inefficace puisqu'il agit sur des cellules qui ne sont pas touchées par la maladie.

Bien que cela ne soit pas dû exclusivement aux vaccins, les chiffres montrent que les autistes aux États-Unis ne représentaient que 1 sur 10 000 il y a un siècle, 1 sur 5 actuellement et bientôt 1 sur 2 ! Il dénonce que le profit financier passe avant la santé.

Pour lui aussi, la santé est liée à l'harmonie entre les différentes dimensions de chaque personne : l'être physique, l'être émotionnel et l'être spirituel.

VI. Intervention de Me. Jean Pierre Joseph, avocat.

L'un des intérêts de cette conférence est d'y avoir fait participer des intervenants aux parcours différents.

Voici à présent l'avocat.

Ce petit gabarit, adepte de haut niveau des arts martiaux, dégage une énergie à faire trembler les prétoires. Et pourtant, dit-il, il n'a jamais été vacciné. Ou peut-être grâce à cela ?

Fort d'une expérience effective dans la défense de personnes qui refusaient de se faire vacciner, Me Jean-Pierre Joseph dénonce que les « pro-vaccins » soient devenus les adeptes d'une religion sur lesquels la raison n'a plus prise. La vaccination est devenue un dogme.

Ce praticien avance des solutions pour éviter le génocide par la vaccination :

- Demander systématiquement une visite médicale afin de valider la compatibilité des 11 vaccins inoculés avec son organisme. Or nous avons vu que chaque organisme réagit de façon différente à cause de son HLA. Cette visite médicale préalable est prévue dans le décret d'application de la loi. Il faut l'exiger pour son bébé ! Ne pas faire vacciner son enfant tant que la Sécurité Sociale n'aura pas procédé à cette analyse préalable parfaitement légale.
- Refuser le vaccin en pharmacie en arguant que le vaccin n'est pas compatible avec son enfant.
- Demander au médecin, ou au pharmacien, de signer un document dans lequel ils s'engagent sur le fait que la vaccination n'aura aucun effet secondaire sur la santé de son enfant. Ce qu'ils ne feront pas, bien entendu.

VII. Les questions du public.

VIII. Interview complète de deux médecins lors du rassemblement contre la loi vaccinale à Nice

Avec l'intervention du Dr. Didier Grandgeorge et du Dr Jean Michel Alexis, homéopathes.

Gouvernement de l'ombre

[Source : Réseau International]

The Invisible Government : ces politiciens ayant révélé au monde qui prend vraiment les décisions [Vidéos]



C'est un article qui a vu le jour sur Collective Evolution en 2015. Nous le republions maintenant pour faire prendre conscience de «l'État profond» qui contrôle depuis longtemps la politique mondiale et les grandes institutions.

À la fin de la journée, NOUS (l'humanité) prenons les décisions finales quant à la direction que nous voulons prendre pour notre planète. Au moment que nous choisissons, nous pouvons changer l'expérience humaine à tout moment.

« La manipulation consciente et intelligente des habitudes et des opinions organisées des masses est un élément important de la société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible de la société constituent un gouvernement invisible qui est la véritable puissance dirigeante de notre pays. Nous sommes gouvernés, nos esprits sont façonnés, nos goûts formés, nos idées suggérées, en grande partie par des hommes dont nous n'avons jamais entendu parler. »

Edward Bernays ("le père des relations publiques"), *Propaganda*, 1928 (à noter que le livre de Bernays, *Propaganda*, commence par la citation ci-dessus).

Si vous aviez dit à quelqu'un il y a 10 ans qu'il existait une sorte de groupe secret ou de gouvernement secret tirant les ficelles derrière les coulisses de la politique gouvernementale, du droit international, de diverses règles/réglementations mondiales, et plus encore, ils vous auraient traité de "théoricien du complot". Aujourd'hui, les choses ont changé, en grande partie à la suite de fuites d'information par Edward Snowden, Julian Assange et divers autres dénonciateurs et activistes au cours des dernières années. Leur bravoure a fait la lumière sur le monde du secret qui aveugle les masses depuis sa création.

Je l'ai déjà dit, et je le répète, saviez-vous que le gouvernement américain classe plus de 500 millions de pages de documents chaque année ? Saviez-vous que les États-Unis ont une histoire d'organismes gouvernementaux qui existent

en secret ? Par exemple, la National Security Agency (NSA) a été fondée en 1952, mais son existence a été cachée jusqu'au milieu des années 1960. Le National Reconnaissance Office (NRO), fondé en 1960, est encore plus secret, mais il est resté complètement dans l'ombre pendant 30 ans. Ensuite, nous avons tout le monde du budget noir, un monde dominé par le secret qui a été officiellement révélé par Edward Snowden il y a quelques années. Il s'agit de ce que l'on appelle les "programmes d'accès spécial".

Il ne s'agit pas seulement de déclarations que ces personnes "de haut niveau" font. Ce sont toutes les preuves qui vont avec.

Le ministre de la Défense du Canada Paul Hellyer

L'ancien ministre de la Défense nationale, Paul Hellyer, est l'un des politiciens les plus connus et les plus controversés du Canada. Il a été élu pour la première fois en 1949 et a été le plus jeune ministre nommé au gouvernement de Louis S. St-Laurent huit ans plus tard. Il a occupé des postes supérieurs dans les gouvernements de Lester B. Pearson et Pierre E. Trudeau. Il a obtenu le grade de maître principal (vice-premier ministre) et est devenu ministre de la Défense du Canada. Il est surtout connu pour l'unification des Forces armées canadiennes et en septembre 2005, il est devenu la première personne de rang ministériel dans le groupe de pays du G8 à affirmer sans équivoque que « *Les ovnis sont aussi réels que les avions qui volent.* »

Voici ce qu'il avait à dire sur le monde du secret :

« Il est ironique que les États-Unis commencent une guerre dévastatrice, prétendument à la recherche d'armes de destruction massive, alors que les développements les plus inquiétants dans ce domaine se produisent dans votre propre cour. Il est ironique que les États-Unis se livrent à des guerres monstrueuses en Irak et en Afghanistan, prétendument pour apporter la démocratie à ces pays, alors qu'ils ne peuvent plus prétendre être qualifiés de démocratie, alors que des milliers de milliards de dollars ont été dépensés pour des projets pour lesquels le Congrès et le commandant en chef ont été délibérément tenus dans l'ignorance. » [1]

Le 28e président des États-Unis Woodrow Wilson

Woodrow Wilson, universitaire américain, homme politique et 28e président des États-Unis, avait ceci à dire (entre autres choses) dans son livre *The New Freedom*. Le livre contient également plusieurs autres déclarations tout aussi

révélatrices :

« Depuis mon entrée en politique, les opinions des hommes m'ont été confiées en privé. Certains des plus grands hommes aux États-Unis, dans le domaine du commerce et de la fabrication, ont peur de quelqu'un, ont peur de quelque chose. Ils savent qu'il y a un pouvoir quelque part si organisé, si subtil, si discret, si vigilant, si imbriqué, si complet, si omniprésent, qu'il vaut mieux ne pas en parler publiquement. » (source)

Le 35e président des États-Unis John F. Kennedy

Voici ce que JFK avait à dire dans l'un de ses discours les plus célèbres :

« Le mot même "secret" est répugnant dans une société libre et ouverte ; et nous sommes, en tant que peuple, intrinsèquement et historiquement opposés aux sociétés secrètes, aux serments secrets et aux procédures secrètes.

Nous avons décidé il y a longtemps que les dangers d'une dissimulation excessive et injustifiée de faits pertinents l'emportent de loin sur les dangers qui sont cités pour le justifier. Même aujourd'hui, il est peu utile de s'opposer à la menace d'une société fermée en imitant ses restrictions arbitraires. Même aujourd'hui, il est peu utile d'assurer la survie de notre nation si nos traditions ne survivent pas avec elle. Et il existe un très grave danger qu'un besoin annoncé d'une sécurité accrue soit saisi par ceux qui veulent étendre son sens jusqu'aux limites mêmes de la censure et de la dissimulation officielles.

Je n'ai pas l'intention de le permettre dans la mesure où il est sous mon contrôle. Car nous sommes opposés dans le monde entier par une conspiration monolithique et impitoyable qui s'appuie principalement sur des moyens secrets pour étendre sa sphère d'influence ; sur l'infiltration au lieu de l'invasion, sur la subversion au lieu des élections, sur l'intimidation au lieu du libre choix, sur la guérilla la nuit au lieu des armées le jour.

C'est un système qui a mobilisé de vastes ressources humaines et matérielles dans la construction d'une machine très soudée et très efficace qui combine des opérations militaires, diplomatiques, de renseignement, économiques, scientifiques et politiques. Ses préparations sont cachées, non publiées. Ses erreurs sont enterrées, elles ne sont pas en tête d'affiche. Ses dissidents sont réduits au silence et discrédités. Aucune dépense n'est remise en question, aucune rumeur n'est imprimée, aucun secret n'est révélé. » (source)

John C. Calhoun, 7e vice-président des États-Unis

John C. Calhoun a été le 7e vice-président des États-Unis, de 1825 à 1832. Il a également été un théoricien politique pendant la première moitié du 19e siècle.

Voilà ce qu'il avait à dire : « *Un pouvoir s'est levé dans le gouvernement plus grand que le peuple lui-même, composé d'intérêts multiples, divers et puissants, réunis en une seule masse, et maintenus ensemble par le pouvoir cohésif du vaste surplus des banques.* » (source)

John F. Hylan, maire de la ville de New York

John F. Hylan a été maire de New York de 1918 à 1925. Il a été célèbre pour avoir dit :

« *La vraie menace de notre République est le gouvernement invisible, qui s'étend comme une pieuvre géante sur nos villes, états et nations... La petite coterie de puissants banquiers internationaux dirige virtuellement le gouvernement des États-Unis à leurs propres fins égoïstes.*

Ils contrôlent pratiquement les deux partis... [et] contrôlent la majorité des journaux et des magazines de ce pays. Ils utilisent les colonnes de ces journaux pour se soumettre ou chasser des fonctionnaires qui refusent d'obéir aux ordres des puissantes cliques corrompues qui composent le gouvernement invisible. Il fonctionne sous le couvert d'un écran [et] s'empare de nos exécutifs, des organes législatifs, des écoles, des tribunaux, des journaux et de toutes les agences créées pour la protection du public. »
(source)(source)

Le sénateur William Jenner

Un sénateur américain qui a dit cela au Congrès en 1954 :

« *Aujourd'hui, la voie vers la dictature totale aux États-Unis peut être tracée par des moyens strictement légaux... Nous avons un groupe d'action politique bien organisé dans ce pays, déterminé à détruire notre Constitution et à établir un État à parti unique... Il opère secrètement, silencieusement, continuellement pour transformer notre gouvernement... Cette élite impitoyable à la recherche du pouvoir est une maladie de notre siècle... Ce groupe... n'est responsable ni devant le président, ni devant le Congrès, ni devant les tribunaux. Il est pratiquement inamovible.* » (source)

Le sénateur Daniel K. Inouye

Inouye a été le politicien asiatico-américain le plus haut placé dans l'histoire des États-Unis, au service du parti démocratique de 1963 jusqu'à sa mort en 2012.

« Il existe un gouvernement fantôme avec sa propre Force aérienne, sa propre Marine, son propre mécanisme de collecte de fonds et la capacité de poursuivre ses propres idées sur l'intérêt national, libre de tout contrôle et contrepoids et libre de la loi elle-même. » (source)

Le 34e président des États-Unis et général 5 étoiles, Dwight Eisenhower

Dans son discours d'adieu à la nation, le président Eisenhower a fait preuve de prudence :

« Dans les conseils de gouvernement, nous devons nous garder de l'acquisition d'une influence injustifiée, qu'elle soit recherchée ou non, par le complexe militaro-industriel. La possibilité d'une montée désastreuse du pouvoir mal placé existe et persistera. Seul un citoyen alerte et bien informé peut contraindre les énormes machines industrielles et militaires de la défense à s'aligner sur notre message et nos objectifs pacifiques. » (source)

Ce discours est pertinent à partager ici, car la montée désastreuse du pouvoir mal placé au sein du complexe militaro-industriel s'est effectivement produite...

Benjamin Disraeli, premier ministre britannique

« Le monde est gouverné par des personnages très différents de ce qu'imaginent ceux qui ne sont pas dans les coulisses. » (Coningsby, Book 4, Chap. 15.) – Page 131

Le 26e président des États-Unis Theodore Roosevelt

Le président Roosevelt a révélé cette information :

« Les partis politiques existent pour assurer un gouvernement responsable et pour exécuter la volonté du peuple. De ces grands états-majors, les deux anciens partis se sont mis à l'écart. Au lieu d'instruments pour promouvoir le bien-être général, ils sont devenus les outils d'intérêts corrompus pour servir leurs buts égoïstes.

Derrière le gouvernement ostensible se trouve un gouvernement invisible qui n'a aucune allégeance et ne reconnaît aucune responsabilité envers le peuple.

Détruire ce gouvernement invisible, salir l'alliance impie entre les affaires corrompues et la politique corrompue est la première tâche de l'homme d'État de l'époque. Libéré de la tradition, non corrompu par le pouvoir, non déstabilisé par l'ampleur de la tâche, le nouveau parti s'offre comme instrument du peuple, pour balayer les anciens abus, pour construire un gouvernement nouveau et plus noble. » (source)

La liste des citations est très longue et pourrait remplir un certain nombre de pages, alors je vais m'arrêter là.

C'est pourquoi l'État profond est loin d'être une théorie du complot

Source :

<http://lesmoutonsrebelles.com/les-presidents-et-politiciens-ayant-revele-au-monde-qui-prend-vraiment-les-decisions/>

<https://www.collective-evolution.com/2018/05/05/presidents-politicians-that-told-the-world-who-the-political-decision-makers-really-are/>

Traduction : Les Moutons Rebelles

Référence :

[1] https://www.youtube.com/watch?v=Vx1bCUXD_jE

Vidéos :

[1] Le lobby militaro-industriel – Président Dwight D. Eisenhower – Mr Aphadolie

[2] Sociétés secrètes : Discourt du Pt John Fitzgerald Kennedy – Mr Aphadolie

via:<https://aphadolie.com/2019/02/28/the-invisible-government-ces-politiciens-ayant-revele-au-monde-qui-prend-vraiment-les-decisions-videos/>

Quand des féministes harcèlent des scientifiques

[Source : Le Point]

Peggy Sastre – Quand des féministes harcèlent des scientifiques

CHRONIQUE. Au nom d'une discrimination positive devenue folle, des physiciens se voient cloués au pilori, sans rapport aucun avec leur compétence scientifique.

Par Peggy Sastre

Publié le
14/03/2019 à 11:11
| Le Point.fr



Le Cern a suspendu sa collaboration avec un scientifique italien après des accusations de sexisme.

© FABRICE COFFRINI / AFP

L'ère de l'investigation scientifique factuelle est-elle terminée ? Dans les labos, la frontière entre discrimination positive et harcèlement idéologique ne cesse de s'effacer. Mais privilégier les opinions et l'identité des scientifiques à la qualité de leurs recherches entrave des carrières et génère de véritables persécutions.

« Pour le moment, je préfère rester anonyme. Je n'en suis pas fier, mais il faut que je mange et je suis aussi responsable des opportunités de recherche de mes étudiants et de mes postdocs. » L'astrophysicien qui me dit cela n'a tué personne, il vient simplement de me raconter qu'il a choisi de quitter l'Australie, le pays où il a été diplômé et où s'est déroulé le gros de sa carrière, pour la Chine. Pourquoi ? Parce que, en tant que chercheur, il s'y sent plus libre. C'est sans doute un comble, mais c'est la réalité. Pour de plus en plus de scientifiques, les pressions et la mise au pas du « politiquement correct » (faute de meilleure formule) au sein des universités et autres établissements de recherche sont telles que s'exiler dans un pays non démocratique, où les opposants disparaissent et les minorités religieuses sont parquées dans des camps de rééducation, devient un pis-aller si vous souhaitez travailler normalement. « J'ai quitté l'Australie parce que j'en avais marre de voir les postes et les financements se réduire comme peau de chagrin pour les vrais astrophysiciens », résume, dépité, ce spécialiste de radioastronomie.

Nous sommes aujourd'hui (à peu près) tous d'accord : qu'il soit sexuel, scolaire, moral ou en Ligue du LOL, le harcèlement est un fléau à combattre. Mais le consensus est bien moins solide quand les individus persécutés, jusqu'à en perdre le goût de travailler ou de vivre, sont des scientifiques ostracisés pour « mauvaise pensée », indépendamment de l'intégrité, du sérieux et de la qualité de leurs travaux. Et ce, même lorsque les brimades reposent sur des cabales mensongères et diffamatoires.

« Déclaration de diversité »

« Le climat politique dans les universités australiennes a effectivement été l'une des raisons principales de mon départ. C'est aujourd'hui très difficile d'obtenir un poste permanent si vous ne faites pas partie d'un groupe protégé (hélas, je suis un homme blanc, hétérosexuel et chrétien, pas de bol !) et/ou si vous ne faites pas suffisamment d'activisme visible (ou, du moins, de virtue signalling) pour un certain nombre de sujets chéris par la gauche écologiste », précise mon interlocuteur. « En Chine, il est très probable que des astronomes chinois subissent l'interférence politique du Parti communiste, mais, en tant qu'étranger, on me laisse tranquille. Je peux faire de l'astronomie en paix, sans perdre de temps sur des projets "diversitaires". Ici, les postes sont toujours donnés aux meilleurs candidats, qu'importe leur sexe, leur genre ou leur origine ethnique. Et

contrairement à mon patron australien, mon patron chinois ne m'a jamais reproché de ne pas être assez socialiste. »

Comme ailleurs, les tracasseries qui ont poussé ce physicien à l'exil académique relèvent globalement d'une discrimination positive devenue folle. « Les degrés de discrimination sont nombreux », m'explique l'astrophysicien. « Déjà, il y a de plus en plus de postes, de bourses et de subventions qui sont officiellement réservés aux femmes et aux membres des "nations premières". Ensuite, dans les postes ouverts aux hommes blancs, vous avez des clauses spéciales garantissant l'embauche de candidats d'un seul profil idéologique. Par exemple, on va vous demander de rédiger une "déclaration de diversité" [qui n'est rien d'autre qu'un serment d'allégeance] dans laquelle vous devrez détailler tout le "leadership" dont vous avez pu témoigner dans vos recherches ou vos enseignements antérieurs (en organisant des séminaires ou des conférences réservées aux femmes, par exemple). »

Préjugés idéologiques

Il y a quelques semaines, dans le cadre d'une enquête en cours sur le darwinisme contemporain, deux chercheurs français en sciences cognitives m'ont demandé le « off » pour une raison similaire : apparaître nommément dans *Le Point*, publication jugée trop « à droite », équivaldrait à se tirer une balle dans le pied auprès de leurs collègues et étudiants. Le souci, c'est qu'il est très difficile de ne pas comprendre – voire de donner tort – aux scientifiques préférant se cacher ou changer de pays pour ne pas avoir à subir les foudres de l'orthodoxie morale contemporaine. Alessandro Strumia, professeur de physique des particules à l'université de Pise et entre autres coauteur de l'étude sur la découverte du boson de Higgs, en est l'une des toutes dernières victimes.

Le 28 septembre

2018, au Cern (Genève), le physicien intervient dans un séminaire intitulé « Théorie des hautes énergies et genre ». Œuvrant depuis plusieurs mois à la conception d'algorithmes visant à améliorer le système d'évaluation des publications scientifiques, Strumia profite de sa conférence pour présenter des données bibliométriques – internationales et courant sur un demi-siècle – relatives à l'autorité et à l'embauche en physique fondamentale. Selon ses calculs, elles permettent d'attester d'un fait somme toute réjouissant : les femmes ne sont pas victimes de discriminations sexistes dans sa discipline. Des observations cohérentes, par exemple, avec un grand rapport publié en octobre 2014 par l'Association américaine de psychologie scientifique (APS) qui concluait que, « malgré de fréquentes affirmations contraires », la « neutralité de genre » – les chercheurs sont jugés en fonction de leurs compétences, pas de leur identité – est la règle en physique, comme en géosciences, ingénierie, économie, mathématiques et sciences informatiques. Soit autant de champs scientifiques où les hommes sont en général beaucoup plus nombreux que

les femmes et que l'on soupçonne, pour cela, de carburer aux « discriminations systémiques ». Selon Strumia, une telle appréciation tiendrait davantage d'un préjugé idéologique empreint de « marxisme culturel » que d'une réalité tangible et mesurable. Si discrimination il y a, Strumia observe qu'elle serait plutôt favorable aux femmes, qui obtiennent en moyenne des postes plus tôt dans leur carrière et avec moins de publications et de citations que leurs collègues mâles.

Deux jours plus tard, la chasse est lancée sur Twitter. Jessica Wade, physicienne affiliée à l'Imperial College de Londres et militante engagée pour une plus grande participation féminine dans les STEM (acronyme de « science, technology, engineering and mathematics »), accuse Strumia (qu'elle identifie à tort comme le directeur du département de physique théorique du Cern) d'avoir déroulé un exposé « sexiste » dans lequel il aurait argué de l'infériorité des femmes physiciennes (une autre contre-vérité, et non des moindres). Après des centaines de likes et retweets, Wade en vient à susciter une réaction de Marika Taylor, l'une des organisatrices du séminaire, qui confirme que la présentation de Strumia était pleine d'« attaques personnelles », de « faits erronés », et traduisait un « manque de professionnalisme patent ». Taylor, par ailleurs directrice du département de mathématiques appliquées de l'université de Southampton, annonce l'imminence de plaintes officielles. Quelques heures plus tard, malgré la « procédure équitable » promise par Taylor – donnant donc à Strumia le droit de se défendre –, les captations audio et vidéo de sa conférence ainsi que ses slides sont retirés manu militari du site du Cern. Quand l'affaire en vient à être révélée par la BBC, la messe est dite : Strumia est un dangereux misogyne persuadé que les femmes ne sont « pas faites » pour la physique.

Lire aussi Sur Twitter, on récolte ce qu'on sème

Campagne d'indignation

Ce qu'il n'a jamais dit. Mais ni la machine médiatique, ni la campagne d'indignation, ni les procédures disciplinaires décidées par le Cern et l'université de Pise ne s'embarrasseront de telles nuances. Le 18 janvier 2019,

c'est sur la base de propos faussement attribués à Strumia dans la presse – notamment, qu'il aurait insulté Fabiola Gianotti, directrice générale du Cern – que l'université de Pise l'accuse de violations déontologiques. Le 7 mars, le Cern annonce retirer au physicien son statut de « chercheur invité » et réaffirme son « attachement aux valeurs capitales de respect et de diversité sur le lieu de travail ».

Dans l'article qui en fait état, la BBC tronque une nouvelle fois les propos du physicien. De son slide sur les discriminations qu'ont pu effectivement subir les femmes au cours de l'histoire de la physique, le journal ne retient que « la physique a été inventée et construite par des hommes, pas par invitation », en omettant le reste de son propos et sa référence à Marie

Curie. « Historiquement », explique Strumia, « la physique moderne a été inventée il y a des siècles par des hommes comme Galilée ou Newton. Nous savons qu'à l'époque, la majorité des gens (et en particulier les femmes) n'avaient pas la possibilité d'étudier. Et des hommes se sont donc mis à concevoir les institutions nécessaires pour développer une culture fondée sur l'intégrité et le mérite scientifiques. Personne n'avait d'accès privilégié, tout le monde pouvait venir, essayer, et être jugé sur ses seules réussites, pas sur son genre, sa race, etc. Marie Curie est un exemple de la façon dont des femmes brillantes sont appréciées dans la communauté des physiciens depuis maintenant de nombreuses années. Même si, à l'époque, personne n'avait entendu parler d'une femme étudiant la physique, grâce à son travail extraordinaire, elle n'a pas reçu un, mais deux Nobel ». Un cercle prodigieusement exclusif, quelles que soient vos caractéristiques identitaires.

Lire aussi La « féminité toxique » existe-t-elle ?

En réalité, Strumia ne défend rien d'autre qu'une « égalité des opportunités » en sciences. En d'autres termes, comme il le précise : « C'est la personne la plus qualifiée qui doit avoir le boulot, indépendamment de son genre, sa race, son orientation politique, etc. » Sauf qu'à l'heure actuelle, cette position, pourtant en phase avec les fondamentaux de la méthode scientifique, ne cesse d'être remise en question, quand elle n'est pas assimilée à une « micro-agression ». Strumia, comme d'autres, déplore les glissements autoritaires et sectaires de la défense de la diversité, de l'inclusion et de l'égalité. Il estime que ces « slogans » cachent une « idéologie politique ne cherchant pas l'égalité des opportunités, mais l'égalité des résultats ». Ce qui exige d'en passer par « des discriminations pour que des groupes [...] deviennent plus égaux que les autres. En pratique, l'égalité des opportunités fait en sorte que des groupes surreprésentés ne tirent pas avantage de leur position. Mais l'égalité des résultats signifie imposer des quotas en attaquant des groupes surreprésentés par des récits victimaires et une mauvaise compréhension des différences humaines ». Et Strumia d'ajouter qu'il a « osé parler » parce qu'il a fait « passer [s]on intégrité scientifique avant ce [qu'il] risquai[t] de perdre ». Ce qui n'aurait jamais dû être un motif de sanctions.

Une « chasse aux sorcières »

Janice Fiamengo, professeure de littérature anglaise à l'université d'Ottawa et par ailleurs spécialiste des attaques féministes contre la liberté d'expression, a suivi l'affaire Strumia depuis le début. Et elle n'est pas optimiste. Selon elle, la décision du Cern « envoie un signal évident à l'ensemble de la communauté scientifique : l'ère de l'investigation scientifique factuelle (qui a sans doute toujours été imparfaite et qui était en voie de disparition ces derniers temps) est réellement terminée.

Lire aussi Pourquoi la science n'est pas à l'abri de la censure

partir d'aujourd'hui, tout scientifique saura qu'il doit s'assurer que tous ses déclarations, travaux et recherches sont approuvés par les féministes. Toute recherche portant sur des questions sociales contemporaines, et notamment celles liées au statut de la femme (mais aussi à la race, la religion et d'autres questions brûlantes), devra désormais confirmer les orthodoxies idéologiques de notre époque. À savoir : il n'y a pas de différence d'intérêts et d'aptitudes entre les populations ou les groupes, et toute inégalité de résultat est forcément la conséquence d'injustices généralisées et des discriminations que subissent les groupes sous-représentés. Même lorsqu'il existe des données factuelles démontrant que ces injustices et ces discriminations n'existent pas (voire que c'est en réalité le "groupe opprimé" qui est avantagé, comme dans la présentation de Strumia). À partir d'aujourd'hui, ces données devront être ignorées, niées et, encore mieux, conspuées ».

« Le Cern vient d'annoncer qu'il prêtait allégeance à un groupe fanatique d'idéologues plutôt qu'aux impératifs d'une recherche fondée sur la vérité », résume Fiamengo, excédée. « C'est une chasse aux sorcières, purement et simplement, qui montre combien les nouveaux puritains ont réussi à percer jusque dans les sciences physiques, forteresse jadis imprenable. »

Une dernière ironie de l'histoire pour la route ? C'est aussi à l'université de Pise que fut professeur un certain Galilée.

Sur le même sujet

Peggy Sastre – Quelque chose de pourri au royaume des sciences humaines

Pour en finir avec la crise de la masculinité

Peggy Sastre : « À peu près personne n'a lu notre tribune »

Peggy Sastre : « #MeToo a été accaparé par un féminisme aux allures de religion »

Pourquoi les femmes boudent les mathématiques

Haro sur le refroidissement social !

Pourquoi les censeurs détestent Assange, par Richard Black

[Source : Les Crises]

Pourquoi les censeurs détestent Assange, par Richard Black

Article initialement publié le 4 août 2018



Par le sénateur Richard Black

Paru sur Antiwar.com sous le titre *Why the Censors Hate Assange*

En tant qu'officier militaire, j'ai été formé pour observer strictement les protocoles de sécurité. Ainsi, lorsque j'ai entendu parler de WikiLeaks et Julian Assange pour la première fois, j'étais instinctivement critique. Mais en lisant les documents qu'il a publiés, j'ai vu comment Julian a donné aux gens un aperçu précis des rouages internes de leur propre gouvernement.

Le gouvernement « du peuple » ne peut pas s'épanouir sous le voile étouffant du secret. Et le secret vise souvent non pas à nous protéger de nos ennemis à l'étranger, mais à nous tromper sur les sombres machinations de notre propre gouvernement. Les secrets les plus importants sont ceux qui servent à dissimuler les mesures prises pour établir des motifs pour des guerres futures – des conflits injustifiés qui semblent sortir d'une chaîne de montage sans fin. Les « no fly-zones », les bombardements, les sanctions, les faux drapeaux, les blocus, les mercenaires, les terroristes assoiffés de sang sont tous devenus banals. Les sanctions déstabilisent les pays-cibles à travers la faim et la souffrance. Nous terrorisons et semons des parties de corps humains dans les rues en tant que cartes de visite. Les changements de régime son un jeu ; les coups d'État et les assassinats sont des pratiques quotidiennes.

Avant Assange, ceux qui ne jouaient pas le jeu et détectaient les schémas d'inconduite de l'Etat profond étaient catalogués « théoriciens du complot » ou pire. Mais avec l'avènement de WikiLeaks, des documents originaux et incontestés ont prouvé la véracité de nos arguments et révélé la vérité aux citoyens du monde entier.

L'élection de Trump a envoyé de violentes ondes de choc dans l'Etat profond. Les gens avaient été avertis qu'ils ne devaient pas élire cette personne – mais ils ont ignoré les instructions. Cela ne devait pas se produire – et ne doit pas se reproduire. Le peuple a démontré que les médias grand public ont perdu le contrôle du débat national. Des renseignements secrets étaient révélés et partagés. Des générations de censure se sont effondrées sous l'assaut de communications non censurées entre familles, amis et groupes d'intérêts. Les médias sociaux – un nouveau paradigme effrayant – ont remis en question l'emprise de l'élite sur les leviers du pouvoir. Après l'élection imprévue de Trump, le rétablissement des obstacles à la liberté d'expression et de communication est devenu un impératif mondial.

Aujourd'hui, nous assistons à des efforts intenses et coordonnés pour réimposer un contrôle efficace de l'information en Amérique et dans le monde entier. Facebook, Twitter, Google, YouTube, PayPal et d'autres titans de la high-tech s'empressent d'embaucher des censeurs et d'adopter des politiques restrictives qui empêchent les voix controversées de toucher un public mondial. Big Brother est de retour.

Julian Assange et WikiLeaks font partie des cibles privilégiées des censeurs. Ils ont perturbé la censure des grands médias. L'assassinat d'Assange n'est pas exclu. Eh oui, il est aussi important que ça.

Je sais que Julian Assange est controversé, mais je serais heureux qu'une nation courageuse lui accorde un asile permanent. Qu'il continue de donner aux citoyens un aperçu honnête du fonctionnement interne de leur gouvernement. Cela semble être notre meilleur espoir de paix.

Le sénateur Richard H. Black (Parti républicain) représente le 13e district de Virginie. Il est colonel de l'armée américaine (à la retraite) ; ancien chef de la Division du droit pénal, Bureau du Juge-avocat général du Pentagone ; associé des VIPS, Veteran Intelligence Professionals for Sanity. Son site Web.

Traduction Entelekheia

Facebook. Mark Zuckerberg est un faussaire utilisé par la CIA



Saviez-vous que le vrai nom de Mark Zuckerberg est Jacob Greenberg et qu'il est le petit-fils de feu David Rockefeller, ancien dirigeant de la faction Rockefeller/Bush/Clinton de la Cabale ?

Zuckerberg signifie en Allemand « montagne de sucre ». Ce qui est leur nom de code pour « Facebook » à n'en pas douter. Une montagne d'informations d'où ils peuvent extraire des milliards de \$.

Les Rothschild possèdent près de 10% des actions de Facebook qui a été financé à hauteur de 500 millions de \$ par une banque qui appartient à la CIA, ce qui n'a rien de secret.

Pensez-vous toujours que Facebook a été créé par un étudiant inconnu qui s'ennuyait dans son coin ?

Médias, information et mondialisation libérale



L'ordre néolibéral proclame la liberté de l'information depuis que l'Etat a renoncé à son monopole sur les moyens de communication audiovisuels.

L'abondance des nouveaux réseaux et l'avènement de la société de l'information vaudraient promesse de pluralisme et garantie de la liberté d'expression. En réalité, les grands industriels et les grosses banques sont

aux postes de commande, la concentration des médias s'accélère.

Malgré la pandémie, la rectitude frappe toujours



Lucie Laurier fait partie des actrices les plus connues du Québec, avec une participation à une dizaine de films et d'innombrables téléseries. Membre bien en vue de la jet-set québécoise, elle fut même la compagne du magnat des médias et ancien chef du Parti québécois Pierre-Karl Péladeau. C'est dire à quel point elle faisait partie du gratin artistique québécois. Faisait, car depuis peu, elle a été exclue du monde bien sélect dont elle faisait partie.

Vaccins, puçage, réseau d'influence, OMS : Bill Gates est-il le roi du monde ?



Alors que l'épidémie de coronavirus a paralysé presque toute la planète, certains médias relaient que le vaccin est la seule solution pour une sortie définitive du confinement. Plus que quiconque, celui qui agite aujourd'hui ce spectre n'est autre que Bill Gates. Il a adopté, avec sa Fondation Bill & Melinda Gates, une position claire et déterminée, allant jusqu'à annoncer vouloir vacciner 7 milliards de personnes contre le Sars-CoV-2. Il me semble nécessaire de m'interroger sur le rôle précis que joue ce magnat sur le destin du monde.

La culture de Wikipedia, le fatras éditorial et le mensonge



La plus grande farce de l'histoire moderne de la technologie est peut-être la perception de Wikipedia comme une encyclopédie légitime. Ce site n'a aucune des qualifications en tant que telle, mais possède toutes les caractéristiques d'une machine de propagande déguisée en encyclopédie.

Information contrôlée : Bill Gates, Jeff Yates, le vaccin contre la COVID-19 et la «controversée hydroxychloroquine»



En bon soldat de la pensée unique, Jeff Yates ne perd jamais de temps avant de se porter à la défense de la vision de l'ordre établi que l'on se doit d'adopter de nos jours afin d'éviter, au pire, le dénigrement et/ou la censure, au mieux, le qualificatif « controversé ».

Le lendemain d'une conférence de presse tenue par des médecins préconisant l'hydroxychloroquine comme traitement contre la COVID-19, conférence censurée par YouTube, Facebook, Twitter et Google, le décrypteur s'est empressé de mettre le public en garde contre la vidéo de cette conférence qu'il qualifie de « controversée » car elle contredit l'ensemble des recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Pour un certain journaliste québécois, la dissidence relève de maladie mentale



« Si seulement nous avions été solidaires contre la menace commune, nous aurions pu facilement la vaincre. Alors, pourquoi ne l'avons-nous pas fait? Nous n'aimions pas assez la liberté. De plus, nous n'avions pas conscience de la situation réelle... Nous avons purement et simplement mérité tout ce qui s'est passé par la suite. »

Citation de Soljenitsyne dans L'Archipel du Goulag.

Le journalisme étant une profession consistant à poser beaucoup de questions, on peut sérieusement se demander si Patrick Lagacé ne ferait pas mieux de songer à réorienter sa carrière, puisque, de son propre aveu, le journaliste/chroniqueur/animateur se pose toujours la même question lorsqu'il voit ce qu'il qualifie de « délire anti-masque » : est-ce une maladie mentale ?

L'autre liberté



Quand on se mesure à d'autres pays, nous sommes relativement libres. Mais si nous comparons la société actuelle à celle d'autrefois, le constat est moins réjouissant.

Soyons sincères, qui, aujourd'hui, se sent parfaitement à l'aise d'exprimer son opinion, surtout lorsqu'elle s'éloigne de la bien-pensance et de la doxa ? Qui n'a pas opté pour l'autocensure lors d'une conversation entre collègues ou amis ?

S'exprimer librement peut être un pari risqué. Un délit d'opinion est si vite arrivé ! Et les sanctions peuvent être draconiennes.

Dictature sanitaire : liste non exhaustive des interdictions pendant la crise COVID



Depuis le mois de mars, nous avons eu le droit à un flot ininterrompu de mesures les plus liberticides les unes que les autres. Voici un échantillon de ce que les gouvernements et entreprises de différents pays ont imposé à la population ces derniers mois.

En France, les libertés associatives de plus en plus entravées



Le milieu associatif engagé dans la défense des droits humains, l'écologie ou la solidarité fait face à de multiples attaques des pouvoirs publics français qui mettent clairement en péril sa liberté d'expression et d'action, voire l'existence même de nombreuses structures. L'Observatoire des libertés associatives vient de publier un rapport alarmant : état des lieux d'une répression en cours.

Alain de Benoist : « La répression des pensées non conformes

n'est pas d'aujourd'hui, elle est de tous les temps »
[Interview]



Depuis plusieurs décennies, on peut dire qu'Alain de Benoist a vu nos sociétés se transformer, en profondeur. Né en 1943, il est de cette génération qui a vu toutes les conséquences de la Seconde guerre mondiale sur l'Europe et le monde, mais aussi les mouvements de décolonisation, Mai 68, les chocs pétroliers, l'arrivée de Mitterand au pouvoir en France, le regroupement familial, l'apparition du voile islamique sur notre continent, la chute du Mur de Berlin, le 11 septembre 2001...la liste est longue.(...)
C'est avec un regard donc particulièrement éclairé, et conscient de l'évolution de notre société, qu'il publie La Chape de plomb aux éditions de la Nouvelle Librairie, qui réunit six textes majeurs qui permettent de saisir l'ampleur de la censure à l'oeuvre aujourd'hui, et fournissent les éléments nécessaires à une critique en profondeur du conformisme médiatique.

«Le Pacte de Marrakech est un appel à la censure des médias politiquement incorrects»

[Source : <http://www.lefigaro.fr/vox/medias>]

- Par Alexandre del Valle
- Publié le 11/12/2018 à 19:30



FIGAROVOX/TRIBUNE – Alexandre Del Valle s’inquiète de certaines dispositions du Pacte de Marrakech, qui visent à rendre plus positive l’information que les médias donnent à propos de l’immigration.

Géopolitologue, docteur en histoire contemporaine, consultant et essayiste, Alexandre del Valle est professeur de géopolitique et de relations internationales. Il vient de publier La Stratégie de l’intimidation, du terrorisme jihadiste à l’islamiquement correct (éd. L’Artilleur, mars 2018).

Beaucoup d’encre a déjà coulé à propos du fameux Pacte signé à Marrakech ce début de semaine par 148 pays-membres des Nations unies. Ses rédacteurs rappellent que ce texte visant à réguler des migrations plus «sûres» serait «non-contraignant». Mais rien n’empêchera ultérieurement les États signataires et les instances européennes de «judiciariser» des pans entiers dudit Pacte. Le Pacte sous-entend d’ailleurs que les États d’accueil ont le devoir d’octroyer des droits et des aides financières aux migrants «sans discriminations» (réguliers ou illégaux), ce qui revient à supprimer toute différence entre le national et l’étranger, bref, à démanteler moralement les souverainetés pourtant nominalement reconnues par les rédacteurs.

Un appel à la censure

«Encourager un débat public fondé sur l'analyse des faits afin de faire évoluer la manière dont les migrations sont perçues»

Objectif 17 du Pacte de Marrakech

Le Pacte de Marrakech incite les médias à combattre et limiter tout discours hostile à l'immigration, sous peine d'être privés de financement public par les gouvernements, eux-mêmes sommés de se soumettre à la doxa diversitaire qui transparaît du début à la fin du texte onusien. C'est ainsi que l'objectif n°17 du Pacte appelle à *«éliminer toutes les formes de discrimination et encourager un débat public fondé sur l'analyse des faits afin de faire évoluer la manière dont les migrations sont perçues»*. Il invite ainsi les médias à s'impliquer dans un projet politico-gestionnaire en tant qu'«acteurs» de la «Migration». Avec eux, «les milieux universitaires», «le secteur privé» ou encore les «institutions nationales de défense des droits de l'homme» (ce qui inclut les ONG qui affrètent des bateaux pro-clandestins comme l'Aquarius), sont tous appelés à combattre les idées qui ne vont pas dans le sens de l'immigrationnisme béat. Cet Objectif n°17 pousse à diaboliser les intellectuels, les journalistes et les politiques qui, dans le cadre du futur débat sur l'immigration annoncé par Emmanuel Macron notamment, afficheraient leur souci de contrôler l'immigration et a fortiori de réduire ou supprimer les aides financières croissantes accordées aux migrants clandestins que le Pacte met sur le plan que les migrants légaux.

» LIRE AUSSI – «Le Pacte mondial sur les migrations risque de contraindre les États»

Sur Internet aussi

Dans les mesures à mettre en œuvre pour «atteindre cet objectif», les rédacteurs du Pacte entendent «promouvoir une information indépendante, objective et de qualité, y compris sur Internet». Intention dont on ne manquera pas de relever l'ironie alors que ces dernières semaines, c'est justement sur le Net qu'a été dénoncé (au départ à partir des États-Unis) ce Pacte migratoire controversé. Cette prise de conscience déplorée par les rédacteurs du Pacte a d'ailleurs déclenché une polémique dans de nombreux pays occidentaux: rétractation de l'Italie et de l'Autriche, refus de la quasi-totalité des pays d'Europe centrale et orientale, «gel» de la signature en Suisse après le référendum sur la primauté du droit national ; crise gouvernementale en Belgique (face au refus de la NVA flamande de signer le Pacte), et prudence habile du Président Macron qui a préféré ne pas s'afficher à Marrakech en y envoyant Jean-Baptiste Lemoyne. Les rédacteurs et soutiens du Pacte migratoire se sont ainsi contentés de fustiger les opposants au texte onusien sans jamais en délivrer le contenu lui-même et en s'abritant sur l'ubuesque affirmation du caractère «non-contrainçant». Les rédacteurs de l'accord de Marrakech et leurs soutiens politiques sont d'ailleurs déterminés à «sensibiliser les professionnels des médias aux questions de migration et à la terminologie afférente». On observera que la contradiction flagrante d'un débat prétendument «objectif» sur l'immigration et d'un corps de métier journalistique «sensibilisé» à une terminologie

«positive sur la Migration» ne semble pas heurter outre mesure la «sensibilité» rédactionnelle des Nations unies et des lobbies diversitaires qui soutiennent le Pacte.

Des divergences de perception quant à l'immigration seront considérées comme des manquements éthiques.

Ses rédacteurs comptent ainsi faire respecter cette «terminologie» spécifique «en instituant des normes déontologiques pour le journalisme» (et la publicité). Le mot est lâché: en parlant de «déontologie» – au mépris de celle déjà instituée en France et ailleurs – les rédacteurs entendent par conséquent mettre toute divergence de «perception» à l'égard des migrants du côté du manquement éthique et professionnel, ce qui induit la logique de sanctions corrélatives. Si en principe ces sanctions sont le fait d'une commission paritaire, le Pacte appelle officiellement les États à sanctionner les non-immigrationnistes en supprimant les subsides étatiques des médias qui «dévieraient» du message nécessairement positif sur «le Migrant»... une menace qui a d'ailleurs déjà plané sur l'hebdomadaire Valeurs actuelles à la suite d'une couverture choc montrant une femme musulmane voilée. Le petit ajout dans le texte du Pacte: «dans le plein respect de la liberté de la presse» ne trompera d'ailleurs personne, car ce droit repose sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression, droits soumis à des limites. La Cour européenne des droits de l'homme rend d'ailleurs régulièrement des verdicts dans des affaires où il est question de savoir si l'interférence du gouvernement – prévue par la loi – avec le droit à la liberté d'expression d'un individu est légitime ou non. Or ce que fait le Pacte, tout non-contraignant qu'il soit, c'est bien élargir les conditions de légitimité de cette interférence. La boucle est bouclée.

Facebook censure-t-il des vidéos sur les Gilets Jaunes ?

Bonjour à la rédaction,

juste un petit message pour vous partager cette petite analyse sur la censure subie sur Facebook sur mes deux dernières vidéos (reportages gilets jaunes à Paris). Partagez cette vidéo comme bon vous semble.

Meilleures salutations,

Alexandre Salama